



Le temps est venu pour nous de proclamer notre indépendance d'Israël

Par [Chris Hedges](#)

Mondialisation.ca, 07 juillet 2007

[Truthdig](#) 7 juillet 2007

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Politique et religion](#)

Analyses: [IRAK](#), [LA PALESTINE](#)

[Les liens entre parenthèses sont actifs (mais ils renvoient à des texte en anglais) ; pour les consulter, actionner la touche 'contrôle' de votre ordi, tout en cliquant... ndt]

Israël, sans les Etats-Unis, n'existerait probablement pas [le rêve ! ndt]. Ce pays s'est dangereusement approché de son extinction durant la guerre d'octobre 1973 ([October 1973 war](#)), au cours de laquelle l'Égypte (pays formé et soutenu par l'Union soviétique) traversa le canal de Suez, tandis que les Syriens déferlaient à travers les hauts plateaux du Golan. D'énormes avions transports de troupes américains volèrent à son secours. Ils se mirent à atterrir au rythme d'une toutes les demi-heures pour réapprovisionner une armée israélienne en déroute, qui avait perdu la plupart de ses blindés lourds. A la fin de la guerre, les Etats-Unis venaient de refiler à Israël 2,2 milliards de dollars en assistance militaire d'urgence...

Cette intervention, qui eut le don de mettre le monde arabe hors de lui, a déclenché l'embargo pétrolier de l'OPEC ([oil embargo](#)) qui allait mettre les économies occidentales cul par-dessus tête pendant des années. Ce fut là, sans doute, l'exemple le plus dramatique du système permanent d'assistance respiratoire prodiguée par les Etats-Unis à l'Etat juif.

Israël était né ([born](#)), à minuit, le 14 mai 1948. Les Etats-Unis reconnurent leur bébé (oups : le nouvel Etat) onze minutes (seulement) après l'accouchement. Depuis lors, les deux pays sont comme pétrifiés dans une étreinte fatale.

Au début de cette relation symbiotique, Washington était encore capable d'exercer une influence sédatrice. Ce fut en effet un président Eisenhower congestionné de colère qui exigea - et obtint - le retrait d'Israël après que les Israéliens eurent occupé Gaza, en 1956. Durant la guerre des Six Jours, en juin 1967, des avions de guerre israéliens bombardèrent le navire de guerre américain USS Liberty ([USS Liberty](#)). Ce bâtiment, arborant le drapeau américain et stationnant à 15 miles marins au large de la côte israélienne, était occupé à intercepter des communications tactiques et stratégiques des deux camps ennemis. Les frappes israéliennes tuèrent 34 marins américains et en blessèrent 171. Cette agression délibérée doucha, pour un temps, l'entichement de Washington pour Israël. Mais des brouilles telles celle-ci ne s'avèrent finalement que des bouderies, bientôt aplanies par un lobby israélien de plus en plus sophistiqué et bien financé, qui entreprit de fusionner les politiques étrangères israélienne et américaine au Moyen-Orient.

Israël a moissonné des gratifications monstrueuses de cette alliance. Il s'est vu offrir plus de 140 milliards de dollars d'aide économique directe et d'assistance militaire américaines. Il reçoit autour de 3 milliards de dollars d'assistance directe annuellement, soit environ un cinquième du total du budget d'assistance extérieure des Etats-Unis. Bien que la plupart des programmes d'aide financière américaine en direction de l'étranger stipulent que les emplettes militaires doivent être effectuées dans le supermarché américain, Israël est quant à lui autorisé à utiliser environ un quart de ce fric pour subventionner sa propre industrie de défense, très rentable et en expansion. Israël, à la différence des autres pays, est exempté de rendre des comptes quant à la manière dont il dépense son argent de poche. De plus, des fonds sont régulièrement siphonnés là-dedans pour construire de nouvelles colonies juives illégales, renforcer l'occupation israélienne dans les territoires palestiniens et construire la barrière de sécurité, pour un coût croquignolet de près d'un million de dollars au kilomètre.

Cette 'barrière' serpente à travers la Cisjordanie, créant des poches hermétiquement isolées de Palestiniens dépossédés enfermés dans des ghettos. Quand elle sera achevée, elle aura pour effet de confisquer, de fait, jusqu'à 40% des terres (appelées par une restriction abusive, ndt) palestiniennes. Il s'agit là, en l'occurrence, de la plus importante confiscation de terres perpétrée par Israël depuis la guerre de 1967. Et bien qu'officiellement les Etats-Unis désapprouvent l'expansion des colonies et cette muraille, ils les financent, elles aussi.

Les Etats-Unis ont jusqu'ici fourni (et ça continue...) à Israël près de 3 milliards de dollars lui permettant de mettre au point des systèmes d'armement, et ils ont donné à Israël l'accès à certains des joujoux les plus sophistiqués de leur propre arsenal, dont les hélicos d'assaut Blackhawk (ce qui signifie 'faucou noir', ndt) et les supersoniques d'assaut F-16. Ils accordent par ailleurs à Israël l'accès à des renseignements militaires qu'ils refusent même à leurs alliés au sein de l'Otan. Et quand Israël a refusé de parapher le traité de non-prolifération nucléaire, les Etats-Unis sont restés cois, n'élevant pas la moindre protestation tandis que les Israéliens mettaient la dernière main à ce qui allait être le premier programme nucléaire (à finalité militaire) au Moyen-Orient.

La politique étrangère états-unienne, en particulier depuis l'administration Bush actuelle, n'est pratiquement plus qu'une annexe de la politique étrangère israélienne. Depuis 1982, les Etats-Unis ont opposé leur veto à 32 résolutions de l'Onu critiquant Israël, ce qui dépasse le nombre total des vetos opposés par tous les autres pays membres du Conseil de Sécurité. Ils refusent d'imposer la mise à exécution des résolutions de l'Onu qu'ils prétendent avaliser. Ces résolutions intiment à Israël l'ordre de se retirer des territoires occupés. Avec le temps, la colère et la révolte des Arabes, devant ce favoritisme éhonté, atteignent un niveau volcanique. Peu de gens, au Moyen-Orient, distinguent encore la moindre différence entre la politique américaine et la politique israélienne ; on ne voit d'ailleurs pas comment ils feraient ? Et quand les islamistes radicaux invoquent le soutien inconditionnel des Etats-Unis à Israël comme raison première de leur haine pour les Etats-Unis, nous ferions bien de tendre l'oreille. Les conséquences de cette relation unilatérale sont étalées devant nos yeux : la guerre désastreuse en Irak, les tensions croissantes avec l'Iran, la crise humanitaire et politique à Gaza. Au Liban, le Hezbollah se prépare à une nouvelle guerre avec Israël - un conflit dont la plupart des analystes spécialistes du Moyen-Orient disent qu'il est inéluctable. La politique étrangère des Etats-Unis au Moyen-Orient est en train de s'effiloche. Cela, uniquement en raison de cette 'relation spéciale'. L'éruption d'un conflit d'ampleur régionale provoquerait un cauchemar aux dimensions cataclysmiques.

Beaucoup de gens responsables, dans l'establishment des relations étrangères, notamment

au Département d'Etat, voyaient cette situation se profiler. La décision de tout miser sur Israël n'a pas été populaire, dans un premier temps, auprès de tout un tas d'experts ès politique étrangère, dont le Secrétaire d'Etat du président Harry Truman, le général George Marshall. Ils ont prévenu qu'un retour de manivelle en pleine tronche était à prévoir. Ils savaient le prix qu'auraient à payer les Etats-Unis dans cette région riche en pétrole pour ce coup de poker, dont ils redoutaient qu'il ne s'avère une des plus énormes conneries de l'ère de l'après-guerre. Et ils avaient vu juste. Cette décision a obéré la sécurité tant des Etats-Unis que d'Israël, et elle a servi de mèche allumée à une conflagration régionale toujours possible.

Ce mariage catholique, totalement insensé en termes de géopolitique, n'a pas plus de sens quand on l'examine à travers la loupe de la politique intérieure américaine. Le lobby pro-Israélien est devenu une force très importante au sein du système politique des Etats-Unis. Aucun candidat d'importance, qu'il soit démocrate ou républicain, n'oserait le défier. Le lobby a réussi à épurer le Département d'Etat de tous ses experts arabisants, lesquels contestaient la notion selon laquelle les intérêts israéliens et américains étaient (soi-disant) équivalents. Les partisans d'Israël ont détourné des centaines de millions de dollars afin de soutenir des candidats à des fonctions électives aux Etats-Unis jugés favorables à Israël. Ils ont brutalement puni les fortes têtes dissidentes, dont le président Bush (père), dont ils ont dit qu'il n'était pas suffisamment énergétique dans sa défense des intérêts israéliens. Ce fut là une leçon que la Maison Blanche bushiste suivante n'allait pas oublier. George Deubeuliu Bush ne voulait à aucun prix n'effectuer un unique mandat, comme son papa !

Israël a préconisé la destitution du pouvoir de Saddam Hussein, et actuellement, il soutient des frappes militaires contre l'Iran pour empêcher ce pays d'acquérir l'arme nucléaire. Une implication israélienne directe dans les opérations militaires américaines au Moyen-Orient est inenvisageable : elle rallumerait immédiatement une guerre entre les pays arabes et Israël. Les Etats-Unis, qui évitaient, durant la guerre froide, toute implication militaire directe dans cette région du monde, font désormais carrément le boulot d'Israël, tandis que celui-ci les regarde faire depuis le bord du terrain. Durant la guerre du Golfe, en 1991, Israël est resté spectateur, exactement comme dans la guerre actuelle en Irak. Le président Bush, confronté à un soutien chancelant à sa guerre en Irak, porte publiquement Israël aux nues ; il en fait un modèle

([model](#)) pour ce qu'il aimerait voir devenir l'Irak. Imaginez un peu comment cela peut être perçu dans la rue arabe, qui voit Israël de la manière dont les Algériens voyaient les colonisateurs français, durant leur guerre de libération !..

« En Israël », déclarait Bush tout récemment, « des terroristes ont volé leur vie à des êtres humains innocents, et cela dure depuis des années, avec ces attentats suicides. La différence, c'est qu'Israël est une démocratie bien vivante, qui ne se voit pas interdire de prendre ses responsabilités. Et c'est là un bon indicateur du succès que nous sommes en train de rechercher, en ce qui nous concerne, en Irak... »

Les Américains sont de plus en plus isolés et exécrés dans le monde entier. Ils demeurent outrageusement ignorants de leur propre culpabilité dans cet ostracisme. La propagande américaine dépeint un reste du monde qui ne serait pas raisonnable, alors qu'en revanche, Israël, assure-t-on aux citoyens américains, sera toujours dans notre camp.

Israël moissonne les récompenses tant économiques que politiques de son Etat d'apartheid de fait. Dans son marché de « communauté recluse », ce pays a commencé à vendre des

systemes et des techniques qui permettent au pays de faire face au terrorisme. En 2006, Israël a exporté pour 3,4 milliards de matériels de défense – soit plus d’un milliard de plus que ce qu’il a perçu sous forme d’assistance militaire américaine. Israël a ainsi accédé au quatrième rang des marchands d’armes dans le monde. Le plus gros de cette croissance s’est d’ailleurs produit dans ce secteur dit « de la sécurité intérieure ».

« Les produits et services clés », comme l’a expliqué ([wrote](#)) Naomi Klein dans le quotidien américain The Nation, sont des barrières high-tech, des drones (avions sans pilote), des cartes d’identité biométriques, des équipements portables de surveillance vidéo et audio, des systèmes de profilage de passagers d’avions et d’interrogatoire de prisonniers – c’est-à-dire très précisément les outils et les technologies qu’Israël utilise depuis des années pour sceller hermétiquement les territoires occupés. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle le chaos, à Gaza, et dans le reste de la région, ne menace en rien les performances économiques de Tel-Aviv : au contraire, il est susceptible de les booster. Israël a appris de transformer une guerre interminable en marque de fabrique, vantant son déracinement, son occupation et son confinement du peuple palestinien comme une avance d’un demi-siècle dans la « guerre planétaire contre le terrorisme ».

Les Etats-Unis, officiellement tout du moins, ne soutiennent pas l’occupation, et en appellent à un Etat palestinien viable. Ils sont un acteur planétaire, dont les intérêts nationaux s’étendent bien au-delà des contours du Moyen-Orient, et l’équation selon laquelle ‘les ennemis d’Israël sont nos ennemis’ n’est pas aussi simple qu’il y paraît. « Le terrorisme, ce n’est pas un unique adversaire », ont écrit John Mearsheimer et Stephen Walt dans la London Review Of Books

([The London Review of Books](#)), « mais une tactique employée par un très vaste éventail de groupes politiques. Les organisations terroristes qui menacent Israël ne menacent pas les Etats-Unis, sauf quand ceux-ci interviennent militairement directement contre elles (comme au Liban, en 1982). De plus, le terrorisme palestinien n’a rien d’une violence arbitraire visant Israël ou l’ « Occident ». Non, il s’agit dans une très large mesure d’une réplique à la campagne israélienne de longue date visant à coloniser la Cisjordanie et la bande de Gaza. Mais il y a plus important encore : affirmer qu’Israël et les Etats-Unis seraient unis par une menace terroriste partagée, c’est prendre la relation de cause à effet à l’envers : les Etats-Unis ont un problème avec le terrorisme en très grande partie justement du fait qu’ils sont aussi étroitement alliés à Israël, et non le contraire. »

Aux Etats-Unis, la politique moyen-orientale est mise en musique par des gens qui ont des liens extrêmement étroits avec le lobby. Ceux qui tentent de s’opposer à la position israélienne ultra, comme l’ancien secrétaire d’Etat Colin Powell, reçoivent impitoyablement la taloche qui les envoie se rhabiller. Cette alliance était effective, également, sous l’administration Clinton, avec sa brochette d’experts ès Moyen-Orient « Israël avant tout », dont le coordonnateur spécial pour le Moyen-Orient Dennis Ross et Martin Indyk, ([Martin Indyk](#)), ancien vice-président de l’Aipac [American Israel Public Affairs Committee]

([AIPAC](#)), une des officines de lobbying pro-israélien les plus puissantes sur la place de Washington. Mais Indyk et Ross avaient au moins pour eux d’être des gens sains d’esprit, prêts à envisager la création d’un Etat palestinien, aussi non-viable fût celui-ci, dès lors que cela était acceptable, pour Israël. Mais l’administration Bush s’est tournée vers l’aile du lobby israélien située à l’extrême droite, c’est-à-dire vers des gens qui n’avaient pas une once de compassion envers les Palestiniens, ni le moindre début de critique vis-à-vis d’Israël. Ces nouveaux experts ès Moyen-Orient incluent Elliott Abrams, John Bolton,

Douglas Feith, I. Lewis « Scooter » Libby (tombé en disgrâce), Richard Perle, Paul Wolfowitz et David Wurmser.

Il fut un temps où Washington avait encore la volonté de retenir la main d'Israël ; il était intervenu pour faire mettre un terme à certaines de ses violations les plus effroyables des droits de l'homme. La présente administration, toutefois, a avalisé toutes les conneries d'Israël, y compris les plus désastreuses, depuis la construction de la barrière de sécurité en Cisjordanie jusqu'à l'invasion et les bombardements en tapis du Liban, en passant par la coupure du monde de la bande de Gaza et la création délibérée d'une crise humanitaire dans ce véritable camp de concentration.

Les quelques tentatives tiédasses déployées par la Maison Blanche bushienne de critiquer les agissements d'Israël se sont toutes terminées en retraites hâtives et humiliantes devant les pressions israéliennes. L'armée israélienne ([Israel Defense Forces](#)) ayant réoccupé la Cisjordanie, en avril 2002, le président Bush exhorta le Premier ministre israélien de l'époque - Ariel Sharon - à « mettre un terme aux incursions israéliennes et à engager un retrait ». Ce retrait n'a jamais eu lieu. Après une semaine de fortes pressions du lobby pro-israélien et des alliés d'Israël au Congrès - autant dire la quasi-totalité de ses membres -, le président jeta l'éponge, allant jusqu'à qualifier Sharon d' « homme de paix » ! Ce fut un moment particulièrement humiliant pour les Etats-Unis - une indication très claire, en tous les cas, de qui tire les ficelles, dans ce pays.

La guerre contre l'Irak avait plusieurs motifs. Le désir américain de contrôler le pétrole, la persuasion que Washington était en mesure de s'acheter des gouvernements fantoches dans la région, ainsi qu'une peur réelle - quand bien même était-elle mal placée - de Saddam Hussein jouèrent un rôle dans le désastre actuel. Mais il avait été également fortement déterminé par la notion consistant à affirmer que ce qui est bon pour Israël le serait, aussi, pour les Etats-Unis. Israël voulait qu'on neutralisât l'Irak. Les services israéliens du renseignement, dans la période de préparation de la guerre, a refilé des informations erronées aux Etats-Unis au sujet du prétendu arsenal irakien d'armes de destruction massive. Et quand Bagdad fut conquise, en avril 2003, le gouvernement israélien se mit à pousser, immédiatement, dans le sens d'une attaque contre la Syrie. La séduction d'une telle attaque s'est évanouie, essentiellement parce que les Américains n'ont pas suffisamment de troupes pour tenir l'Irak. Alors, une nouvelle occupation, n'en parlons même pas !

Aujourd'hui, Israël exerce un lobbying intensif sur les Etats-Unis pour leur faire lancer des attaques aériennes contre l'Iran, en dépit de sa débâcle au Liban. La détermination d'acier qui est celle d'Israël, d'empêcher coûte que coûte l'apparition d'un Iran nucléarisé, fait qu'il est probable qu'une agression contre l'Iran se produise avant la fin de l'administration Bush. Les efforts visant à empêcher le développement d'un programme nucléaire (par l'Iran) par les voies diplomatiques ont échoué. Et peu importe que l'Iran ne représente absolument pas une menace pour les Etats-Unis. Peu importe qu'il ne représente même pas non plus une quelconque menace pour Israël, qui dispose de plusieurs centaines de têtes nucléaires dans son arsenal. Seul compte le fait qu'Israël exige une domination militaire totale sur le Moyen-Orient...

L'alliance entre Israël et les Etats-Unis a atteint son apex après cinquante années d'implication directe militaire des Etats-Unis au Moyen-Orient. Cette implication, qui ne sert en rien les véritables intérêts des Etats-Unis, est en train de donner libre cours à un véritable cauchemar géopolitique. Des soldats et des Marines américains sont en train de

mourir, par dizaines, dans une guerre absurde et inutile. L'impuissance des Etats-Unis face aux pressions israéliennes est totale. La Maison Blanche et le Congrès sont devenus, sans doute pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, une annexe directe des intérêts israéliens. Il n'y a désormais plus de débat, aux Etats-Unis mêmes. Cela est mis en évidence par les hochements de tête obséquieux devant Israël de tous les candidats actuels à la présidence des Etats-Unis, à l'exception de Dennis Kucinich. Le coût politique, pour ceux qui oseraient défier Israël, est bien trop élevé. Cela signifie qu'il n'y aura aucune solution pacifique au conflit palestino-israélien. Cela signifie aussi que les incidents de terrorisme islamique contre les Etats-Unis et Israël sont appelés à se multiplier. Cela signifie que la puissance et le prestige des Etats-Unis sont appelés à connaître un déclin vertigineux et irréversible. Et je crains que cela signifie aussi que l'expérimentation juive au Moyen-Orient ne touche à sa fin ultime.

L'affaiblissement des Etats-Unis, économiquement et militairement, donne lieu à l'apparition de nouveaux centres de pouvoir. L'économie américaine, mal gérée et ponctionnée par la guerre en Irak, est de plus en plus dépendante des importations chinoises et de la détention par la Chine d'obligations du Trésor. La Chine possède pour 825 milliards de dollars de réserves, en dollars. Si Pékin décidait de quitter le marché des bons du trésor américain, même partiellement, cela ferait tomber le dollar en chute libre. Cela entraînerait l'effondrement du marché de l'immobilier américain, évalué à 7 000 milliards de dollars. Il y aurait une épidémie de banqueroutes des banques et un chômage énorme. La dépendance croissante des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine s'est accompagnée d'une action agressive, de la part des Chinois, visant à nouer des alliances avec plusieurs des principaux pays exportateurs de pétrole du monde, tels l'Iran, le Nigéria, le Soudan et le Venezuela. Les Chinois sont en train de se préparer à la guerre de tous contre tous, dans le monde entier, qui plane au-dessus de nos têtes, pour s'arracher des ressources naturelles en voie d'épuisement.

L'avenir est sombre. Non seulement les objectifs de politique extérieure d'Israël ne coïncident pas avec les intérêts américains : ils leur portent gravement atteinte. La bellicosité croissante au Moyen-Orient, les appels à une action militaire contre l'Iran, l'effondrement du projet impérial en Irak ont tous donné des ouvertures, là où elles étaient inexistantes jusqu'ici, aux pays rivaux de l'Amérique. Il n'est pas dans l'intérêt d'Israël d'allumer la mèche d'un conflit régional. Ce n'est pas non plus dans le nôtre. Cependant, ceux qui tiennent la barre semblent déterminés, au nom de la liberté et de la démocratie, à maintenir le cap du navire de l'Etat américain toutes voiles dehors, droit sur les récifs que nous commençons à voir se profiler à l'horizon.

©2007 TruthDig.com

TruthDig.com

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier.

Chris Hedges, diplômé de Harvard Divinity School, a été durant près de vingt ans correspondant à l'étranger du New York Times, est l'auteur de l'ouvrage « *Fascistes américains : la droite chrétienne et la guerre contre l'Amérique* » ([American Fascists: The Christian Right and the War on America.](#)).

Articles Par : [Chris Hedges](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca